



Lectures
Les comptes rendus

Mathieu Bellahsen, *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle*

Nicolas Le Dévédec



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/15258>

ISSN : 2116-5289

Éditeur

Centre Max Weber

Référence électronique

Nicolas Le Dévédec, « Mathieu Bellahsen, *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2014, mis en ligne le 23 août 2014, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/15258>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

Mathieu Bellahsen, La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle

Nicolas Le Dévédec

- 1 Omniprésente dans les discours de santé publique depuis le début des années 2000, la notion de « santé mentale » – et les multiples injonctions au bonheur et au bien-être qu'elle charrie – s'est imposée dans notre paysage social avec une évidence aujourd'hui trop peu discutée. C'est au questionnement de cette notion *allant de soi*, « qu'il est naturel de traiter socialement et politiquement » (p. 17), que s'emploie Mathieu Bellahsen dans cette étude captivante. Psychiatre de formation, désireux de porter un regard davantage réflexif sur sa pratique et, plus généralement, sur l'évolution de la prise en charge de la maladie mentale dans nos sociétés, Bellahsen s'est attelé à retracer la généalogie du concept afin de mettre en perspective notre situation présente. De ses origines progressistes d'après-guerre jusqu'à nos jours, l'auteur nous montre combien l'acception originelle du concept de santé mentale s'est considérablement renversée avec le temps. Outil au service de l'inclusion sociale des « malades mentaux », la notion est devenue, subrepticement, un outil de normalisation, œuvrant à l'institution d'un *bonheur sous contrôle* indissociable de l'idéologie néolibérale.
- 2 S'appuyant sur les travaux de Christian Laval et Pierre Dardot sur la société néolibérale¹, Bellahsen rappelle d'entrée de jeu que le néolibéralisme vise à « imposer le principe de la concurrence à tous les domaines de la vie des hommes » (p. 18), là où le libéralisme classique se limitait à la sphère économique. L'idée est désormais de faire de chaque individu l'entrepreneur de sa propre personne, concevant son espace intime comme une entreprise et un ensemble de capitaux qu'il s'agit de faire fructifier. Margaret Thatcher en avait clairement fixé le cap : « *Economics are the method. The object is to change the soul* ». C'est là qu'intervient précisément le concept de santé mentale. Il agit aujourd'hui selon l'auteur comme un puissant opérateur du néolibéralisme en investissant le domaine de l'intime pour y appliquer « la norme de la concurrence » : « La santé mentale dans sa forme actuelle est un processus de normalisation visant à transformer le rapport des individus, des groupes et de la société dans le sens d'une adaptation à une économie

concurrentielle vécue comme naturelle » (p. 21). Cette congruence entre la santé mentale et la gouvernamentalité néolibérale – ce que l’auteur appelle « santé-mentalisme » – n’avait pourtant rien de prédestiné.

- 3 À l’origine, rappelle en effet Mathieu Bellahsen, le concept de santé mentale manifestait au contraire une intention sociale et politique profondément subversive. Issu de la notion d’hygiène mentale (chapitre 1), l’auteur montre que l’émergence du concept à la fin des années 50 est alors indissociable de l’aspiration à repenser le traitement et la prise en charge de la maladie mentale après l’horreur totalitaire. Faire sortir la psychiatrie de l’asile « pour permettre aux plus fous de revenir parmi le commun des mortels » (p. 32), telle est l’intention initiale poursuivie notamment par le courant dit du « désaliénisme », dont Lucien Bonnafé est l’une des figures centrales : « Pour les psychiatres déconcentrationnaires, l’enjeu est de sortir les fous de l’image d’Épinal d’êtres humains mécanisés et déficients menant une existence au rabais » (p. 32).
- 4 Les années 70 poursuivent et amplifient cette dynamique progressiste (chapitre 3). Dans un contexte de remise en cause de la psychiatrie, associée à l’ordre disciplinaire, émergent dans plusieurs pays européens de nombreuses représentations de la santé mentale portées par un même souffle révolutionnaire. La compréhension et la prise en charge de la santé mentale sont désormais articulées à une critique de la société capitaliste dans son ensemble : « L’idée commune est le renversement des bases du modèle asilaire : le fou, la société, l’institution. Le fou est porteur, par son être même de classifié (malade mental), de contrôlé (du fait de l’internement), d’exclu (par l’abolition de ses droits civiques dans certains pays), d’une critique politique à l’égard de la société. Sa potentialité révolutionnaire doit être exploitée pour émanciper la société et les individus des rapports de classe » (p. 39-40). Dans cette perspective, la folie recèlerait des vertus sociales thérapeutiques : « La folie n’est plus un fléau à combattre mais un mode d’existence qui doit soigner la société de ses penchants normatifs » (p. 40).
- 5 C’est au tournant des années 80 que s’amorce la grande régression (chapitre 4). Les premières politiques de rigueur impulsent une nouvelle dynamique : compression des budgets, montée en puissance d’un discours expert au détriment d’une approche relationnelle, substitution des neurosciences à la psychanalyse etc. Autant de signes d’un changement de fond où la rationalisation scientifique (la création du DSM, le Manuel diagnostique et statistique en est un parfait exemple) l’emporte sur une approche sociale et compréhensive de la santé mentale. Au questionnement politique des déterminants sociaux se substitue ainsi un discours prétendument neutre mettant l’emphase sur la responsabilité des individus. Il s’agit désormais de « classer, gérer, normaliser » (chapitre 5), avec tout ce qu’une telle perspective implique de dépolitisation. L’exemple du *burn-out* est à ce titre particulièrement significatif : « L’ornière actuelle est de considérer cette problématique sous l’angle exclusif du rapport entre le travail et l’individu, appelé « risque psycho-social ». En acceptant ce cadre classificatoire qui part des « vulnérabilités » de l’individu dans son rapport au travail, il devient possible de négliger le contexte sociopolitique dans lequel se trouvent pris le travail et l’individu. Il n’existe pas dans le DSM de « trouble de l’organisation du travail » ou autre « trouble de la politique de management »... Pourtant, bien souvent, les politiques de management et de mise en concurrence des individus sont en cause » (p. 59).
- 6 Cet exemple montre très bien qu’à travers le concept de santé mentale c’est moins la santé de la population qui est maintenant visée que la santé d’un modèle économique et social, en l’occurrence le régime néolibéral. Ce changement d’optique s’appuie en

particulier sur la redéfinition extensive de la santé par l'OMS en 1948, associant désormais la santé non à l'absence de maladie mais au complet bien-être physique, mental et social (chapitre 7). Une extension qui ouvrira durant les années 80 à son instrumentalisation et à son appropriation néolibérales : « Politiquement, cette révolution positive du concept de santé permet d'en faire un objet de gouvernement complexe qui ne se limite plus à la lutte contre les maladies. C'est la possibilité de gouverner par le bonheur et le bien-être » (p. 94). Derrière le bien-être, c'est le degré de consentement et de soumission des individus au modèle néolibéral qui est ainsi en réalité mesuré : « le contenu du « bien-être » est lié à l'adaptation au milieu social et non à la transformation voire à la révolte contre celui-ci » (p. 94). La définition de la santé mentale de l'OMS est à ce sujet éloquente : « Une personne en bonne santé mentale est une personne capable de s'adapter aux diverses situations de la vie, faites de frustrations et de joies, de moments difficiles à traverser ou de problèmes à résoudre. *Une personne en bonne santé mentale est donc quelqu'un qui se sent suffisamment en confiance pour s'adapter à une situation à laquelle elle ne peut rien changer* » (OMS cité par l'auteur, p. 96).

- 7 Au-delà de la prise charge de la maladie mentale proprement dite, ce sont les questions du politique et de la vitalité de l'idéal démocratique qui sont donc en bout de ligne fondamentalement soulevées par Mathieu Bellahsen. Car, ainsi que le demande l'auteur : « Que penser des personnes qui ne s'adaptent pas à une situation à laquelle elles ne peuvent rien changer, qui refusent de s'adapter, voire qui concourent à changer la situation ? Dans cette définition normative les révolutionnaires peuvent aisément être considérés comme porteurs de problèmes de santé mentale, disqualifiant par là les luttes sociales au profit d'une vision du monde réactionnaire et aseptisée » (p. 23). L'ouvrage se clôt sur un chapitre qui évoque les possibilités subversives qui s'offrent aujourd'hui, autant sur un plan micropolitique que macropolitique (chapitre 9). Face à l'exploitation managériale de l'intime, c'est la vie en soi que l'auteur nous invite en définitive à repenser. La citation d'Antonin Artaud qui ouvre le livre prend de ce point de vue tout son sens : « Toutes nos idées sur la vie sont à reprendre à une époque où rien n'adhère plus à la vie ».

NOTES

1. On peut lire les recensions de l'ouvrage *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale* de Pierre Dardot et Christian Laval ici : <http://lectures.revues.org/1194> et là : <http://lectures.revues.org/910>

AUTHOR

NICOLAS LE DÉVÉDEC

Docteur en sociologie et en science politique, chargé de cours au Département de sociologie de
l'Université de Montréal 23/08/2014